

Le Ministre Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Étranger, M. Nasser Bourita, a plaidé, le mercredi 31 Mars 2021, pour un nouvel objectif de financement collectif post-2025, en vue de soutenir les efforts communs en matière d'action climatique.

“Prévoir un nouvel objectif de financement collectif pour l'après 2025, sera un signal fort et concret pour soutenir nos efforts communs et préserver la crédibilité et la durabilité de l'action climatique”, a indiqué M. Bourita dans une allocution, à l'occasion de sa participation à la Réunion Ministérielle “Climat et Développement”, organisée en mode virtuel, à l'initiative du Royaume-Uni, qui accueillera la 26^{ème} Conférence des Parties des Nations Unies sur le changement climatique (COP26) à Glasgow du 1^{er} au 12 novembre 2021.

Selon M. Bourita, “il est plus que jamais urgent de prendre des mesures conformes à l'Agenda 2030 pour le développement durable et d'opérer un changement systémique dans les décisions de financement qui ont l'impact le plus significatif”, dans un cadre de plus en plus marqué par l'impact de la pandémie du coronavirus.

Ces mesures, a-t-il dit, doivent être nouvelles, innovantes, adéquates et prévisibles pour prendre en compte les défis majeurs et permettre la mise en œuvre de plans nationaux plus ambitieux”.

De l'avis du Ministre, “l'accès au financement doit également être juste et équitable pour tous les pays en développement”, de même que ces “mesures doivent intégrer, dans une approche inclusive, une vaste mobilisation du secteur privé dont l'engagement reste crucial pour une transition vers une économie à faible émission de carbone”.

“Nous devons également assurer un équilibre entre le financement de l'atténuation et celui de l'adaptation”, a affirmé M. Bourita lors de cette rencontre visant à identifier les prochaines étapes en vue de répondre aux questions prioritaires pour les communautés vulnérables au climat avant la COP26.

Revenant sur les défis à relever en termes de réponse aux impacts du changement climatique en Afrique, le Ministre a fait observer que, dans le cadre actuel, “le continent n'est pas traité comme un partenaire égal”.

“Notre continent est soumis à plusieurs inégalités: inégalités dans les responsabilités car notre continent qui émet le moins de gaz à effet de serre est le plus fortement impacté par le changement climatique, inégalités liées à la capacité

d'expertise, à l'élaboration de solutions technologiques, à l'anticipation et à la réparation ainsi que et inégalités dans les ressources financières afin de mettre en œuvre des politiques et des stratégies conformes aux engagements soutenus par les pays africains", a déploré M. Bourita.

Le Ministre a en outre souligné l'engagement fort du Maroc en faveur de l'agenda climatique international, lequel se traduit d'abord par des contributions déterminées au niveau national (CDN) ambitieuses visant à réduire de 42% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

Le Royaume, a-t-il poursuivi, a également lancé un processus d'augmentation de ses contributions, qui permettra, à travers la "vision Maroc 2050" pour une stratégie de développement à long terme de faible émissions de gaz à effet de serre, d'atteindre nos objectifs juste à temps pour la COP 26.

Evoquant l'engagement du Maroc en faveur de son continent d'appartenance, M. Bourita a rappelé que le premier Sommet de l'action africaine organisé pendant la présidence marocaine de la COP22 à Marrakech, à l'initiative de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a marqué une nouvelle ère de l'action climatique africaine pour apporter des réponses concrètes aux impacts alarmants du changement climatique dans notre région.

Et de rappeler que "le Maroc a contribué à la mise en place et à l'opérationnalisation des trois Commissions africaines du climat décidées alors, pour le Bassin du Congo, la région du Sahel et les Etats insulaires".

"Nous avons également lancé à l'époque des initiatives 100% africaines dont l'initiative "Durabilité, Stabilité et Sécurité" et les "Initiatives pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine" qui sont des exemples éminents et prometteurs de ce travail continental", a précisé M. Bourita.

Aussi, les efforts du Maroc pour promouvoir des solutions universelles se reflètent par les initiatives d'accès universel à l'énergie durable et la Plateforme de la jeunesse africaine pour le climat, toutes deux lancées lors du Sommet Action Climat en 2019.

La réunion ministérielle "Climat et Développement" a rassemblé des Ministres et des parties prenantes pour identifier les prochaines étapes pour répondre à une série de questions prioritaires pour les communautés vulnérables au climat avant la

COP26.

L'accès au financement climatique, la réponse aux impacts du changement climatique, la composition du financement climatique ou encore l'espace budgétaire et viabilité de la dette sont autant de questions évoquées lors de cette rencontre.

En plus du Maroc, la rencontre a été marquée par la participation de représentants de plusieurs pays et blocs régionaux dont Antigua-et-Barbuda, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, le Costa Rica, l'Égypte, l'Union européenne, le Japon, la Norvège et les Émirats arabes unis.

Plusieurs institutions y ont également pris part dont la Banque africaine de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds monétaire international, le Fonds vert pour le climat ainsi que la Banque mondiale.